

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 37 (1919)
Heft: 64

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bern
März 10. März
1919

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Berno
März 10. März
1919

Feuille officielle suisse du commerce · Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich

XXXVII. Jahrgang — XXXVII^e année

Paraît 1 ou 2 fois par jour

N° 64

Redaktion u. Administration im Schweiz. Volkswirtschaftsdepartement —
Abonnements: Schweiz: Jährlich Fr. 16.20, halbjährlich Fr. 8.20, vierteljährlich
Fr. 4.20 — Ausland: Zuschlag des Porto — Es kann nur bei der Post abonniert
werden — Preis einzelner Nummern 15 Cts. — Annoncen-Regie: Publicitas A.G.
— Insertionspreis: 50 Cts. die sechspaltige Kolonizelle (Ausland 65 Cts.)

Rédaction et Administration au Département suisse de l'économie publique —
Abonnements: Suisse: un an fr. 16.20, un semestre fr. 8.20, un trimestre
fr. 4.20 — Etranger: Plus frais de port — On s'abonne exclusivement aux
offices postaux — Prix du numéro 15 Cts. — Régie des annonces: Publi-
citas S.A. — Prix d'insertion: 50 cts. la ligne (pour l'étranger 65 cts.)

N° 64

Inhalt: Handelsregister. — Güterrechtsregister. — Fabrik- und Handelsmarken.
— Höchstpreise über den Verkauf von Kohle. — Höchstpreise für Torf. — Aufhebung
verschiedener Verfügungen des schweizerischen Departementes des Innern betreffend
Holzversorgung. — Ausfuhr von Trockengemüse (Julienne) — Frankreich: Abschaffung
der Nationalitätszeugnisse für die Warenausfuhr nach der Schweiz.

Sommaire: Registre de commerce. — Registre régimes matrimoniaux. —
Marques de fabrique et de commerce. — Prix maxima de la tourbe. — Consommation
du papier. — Abrogation de diverses décisions du Département suisse de l'intérieur
concernant l'approvisionnement en bois. — France: Suppression des certificats de nationa-
lité à l'exportation de France en Suisse.

Ämtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Handelsregister — Registre de commerce — Registro di commercio
I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Freiburg — Fribourg — Friburgo
Bureau de Bulle (district de la Gruyère)

1919. 24 février. Sous la dénomination de Syndicat pour l'élevage de l'espèce caprine de Bulle et environs, il existe à Bulle une société coopérative ayant pour but de favoriser en commun l'élevage rationnel de l'espèce caprine et de travailler par tous les moyens possibles à l'amélioration et à la transformation des diverses variétés de races indigènes et cela principalement par la sélection ou par l'importation de reproducteurs de race dite «chamoisée». La durée de la société est d'au moins cinq ans pour la première période, à partir de là, la durée peut être rendue illimitée par simple décision de l'assemblée générale des sociétaires; ses statuts sont datés du 10 avril 1910. Peuvent devenir membres de la société, tous les propriétaires de petit bétail, habitant Bulle et les environs, en payant la finance d'entrée statutaire et en adhérant aux statuts par apposition de leur signature. On cesse de faire partie de la société: a) par la sortie volontaire; b) par la faillite; c) par l'exclusion prononcée par l'assemblée générale. La sortie volontaire ne peut avoir lieu que pour la fin d'une année comptable et moyennant un avertissement préalable de trois mois. La sortie de la société pour les motifs prévus à l'article 6 entraîne, pour le sociétaire sortant, la perte de tout droit au capital social. La caisse de la société est alimentée: 1. par la finance d'entrée des sociétaires; 2. par les cotisations annuelles des sociétaires; 3. par les subsides éventuels qui pourraient être accordés au syndicat par les autorités cantonale et fédérale; 4. par les surimprimes accordées aux reproducteurs mâles déjà primés individuellement; 5. cas échéant, par le montant des primes obtenues. Le montant de la finance d'entrée est fixé à fr. 2. Le montant des cotisations annuelles est fixé par l'assemblée générale des sociétaires. Les organes de la société sont: a) l'assemblée générale des sociétaires; b) le comité composé de trois membres, nommés par l'assemblée générale pour trois ans et rééligibles. Les engagements de la société vis-à-vis des tiers sont uniquement garantis par les biens du syndicat, les sociétaires étant exonérés de toute responsabilité personnelle. Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle par une décision de l'assemblée générale, lorsqu'il s'agira de faire des emprunts pour achat de reproducteurs, location de pâturages, etc. En ce cas, les sociétaires seront solidairement responsables des engagements pris par les représentants du syndicat. Le président et le secrétaire du comité ont ensemble la signature sociale; ils représentent et engagent la société par leur signature collective. Le comité est composé de: Jules Garin, agriculteur, de et à Bulle, président; François Rey, agriculteur, originaire de Massonnens, domicilié à Marsens, vice-président; Louis Yerly, secrétaire-agricole, originaire de Pont-la-Ville, domicilié à Bulle, secrétaire-caissier.

24 février. La société Chorale de Bulle, à Bulle (F. o. s. du c. du 3 janvier 1910, n° 1, page 2), est radiée au registre du commerce.

26 février. Sous la dénomination de Syndicat pour l'élevage de l'espèce ovine de la Gruyère, il existe à Bulle une société coopérative qui a pour but de favoriser en commun l'élevage rationnel de l'espèce ovine et de travailler par tous les moyens possibles à l'amélioration et à la transformation des diverses variétés de races indigènes, et cela principalement par la sélection ou par l'importation de reproducteurs de race dite «Oxford». Les statuts sont datés du 9 juin 1909; la durée de la société est d'au moins cinq ans pour la première période; à partir de là, la durée peut être rendue illimitée par simple décision de l'assemblée générale des sociétaires. Peuvent faire partie de la société tous les propriétaires de petit bétail, habitant le district de la Gruyère, en payant la finance d'entrée et en adhérant aux statuts par apposition de leur signature. On cesse de faire partie de la société: a) par la faillite; b) par la sortie volontaire; c) par l'exclusion prononcée par l'assemblée générale. La sortie ne peut avoir lieu que pour la fin d'une année comptable et moyennant un avertissement préalable de trois mois. La sortie de la société par les motifs prévus à l'article 6 entraîne, pour le sociétaire sortant, la perte de tout droit au capital social. La caisse de la société est alimentée par: 1. la finance d'entrée des sociétaires; 2. les cotisations annuelles des sociétaires; 3. les subsides éventuels qui pourraient être accordés au syndicat par les autorités cantonale et fédérale; 4. les surimprimes accordées aux reproducteurs mâles déjà primés individuellement; 5. cas échéant, le montant des primes obtenues. Le montant de la finance d'entrée est fixé à 2 francs. Le montant des cotisations annuelles est fixé par l'assemblée générale. Les organes de la société sont: a) l'assemblée générale des sociétaires; b) le comité composé de trois membres, nommés par l'assemblée générale pour trois ans et

rééligibles. Les engagements de la société vis-à-vis des tiers sont uniquement garantis par les biens du syndicat, les sociétaires étant exonérés de toute responsabilité personnelle. Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle par une décision de l'assemblée générale, lorsqu'il s'agira de faire des emprunts pour achat de reproducteurs, location de pâturages, etc. En ce cas, les sociétaires seront solidairement responsables des engagements pris par les représentants du syndicat. Le président et le secrétaire du comité ont ensemble la signature sociale; ils représentent et engagent la société par leur signature collective. Le comité est composé de Jules Garin, agriculteur, de et à Bulle, président; François Rey, agriculteur, de Massonnens, domicilié à Marsens, vice-président; Louis Yerly, secrétaire-agricole, de Pont-la-Ville, domicilié à Bulle, secrétaire-caissier.

Charcuterie. — 14 mars. La raison Charles Helmo, charcuterie, à Bulle (F. o. s. du c. du 28 septembre 1911, n° 240, page 1615), est radiée ensuite du décès du titulaire.

Solothurn — Soleure — Soletta
Bureau Grenchen-Bettlach

Uhrenfabrikation usw. — 1919. 8. März. Unter der Firma **Schla A. A. (Schla S. A.)** gründet sich mit Sitz in Grenchen eine Aktiengesellschaft. Zweck der Gesellschaft ist die Übernahme des Geschäftes «Rüfli & Tschuy» mit Aktiven und Passiven, die Fabrikation und der Handel von bzw. mit Uhren. Die Gesellschaftstatuten sind am 22. Februar 1919 festgestellt und genehmigt worden. Für das Bestehen der Gesellschaft ist eine unbeschränkte Zeitdauer vorgesehen. Das Gesellschaftskapital beträgt Fr. 100,000 und ist eingeteilt in 100 Namenaktien von je Fr. 1000. Auf die einzelnen Aktien sind 50% einbezahlt worden. Als offizielles Publikationsorgan wird das Schweiz. Handelsamtsblatt bestimmt. Alle Bekanntmachungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Die Vertretung nach aussen wird durch ein bis zwei Delegierte ausgeübt. Sofern zwei Delegierte bestellt werden, so führen sie kollektiv für die Gesellschaft die rechtsverbindliche Unterschrift; sofern nur ein Delegierter bestellt wird, führt er kollektiv mit einem Mitgliede des Verwaltungsrates die rechtsverbindliche Unterschrift für die Gesellschaft. Ferner führt gemäss Art. 25, Abs. 2, der Statuten Adolf Michel, Sohn, in Grenchen, für die Gesellschaft die Einzelunterschrift, solange er dem Verwaltungsrate angehört. Als Mitglieder des Verwaltungsrates sind in der konstituierenden Generalversammlung vom 22. Februar 1919 gewählt worden: Adolf Michel, Sohn, von Bönigen, Fabrikant; Josef Tschuy, Josefs sel., von Grenchen, Fabrikant; Alfred Favre, von Schelten b. Delsberg, Angestellter; alle in Grenchen. Als Delegierte des Verwaltungsrates sind bestimmt: Josef Tschuy, Josefs sel., von Grenchen, Fabrikant; Alfred Favre, von Schelten b. Delsberg, Angestellter, beide in Grenchen. Diese beiden führen kollektiv für die Gesellschaft die rechtsverbindliche Unterschrift. Ferner führt gemäss Art. 26, Abs. 2, der Statuten Adolf Michel, Sohn, von Bönigen, Fabrikant in Grenchen, für die Gesellschaft die rechtsverbindliche Unterschrift. Das Geschäftslokal befindet sich in Grenchen, Kastels 737.

Bureau Stadt Solothurn

13. März. Der Verein Stadtmusik Solothurn (S. H. A. B. Nr. 210 vom 22. August 1907, Seite 1478, und dortige Verweisungen), hat in seiner Generalversammlung vom 26. Januar 1909 die Statuten vom 17. September 1898 total revidiert. Dabei sind folgende Aenderungen der im Schweiz. Handelsamtsblatt publizierten Tatsachen eingetreten: Der Austrittende muss drei Monate, von seiner Austrittserklärung an gerechnet, noch die obligatorischen wie die ausserordentlichen Proben und die Aufführungen besuchen. Bei Versäumnis ohne ganz stichhaltige Gründe hat er für die fehlende Probe 50 Rp. und für die fehlende Aufführung Fr. 3 zu bezahlen. Ebenso hat er, wenn er nicht wenigstens fünf Jahre als Aktivmitglied dem Vereine angehört hat, eine Austrittsgebühr von Fr. 20 zu bezahlen. Nur Krankheit und Abreise machen von obigen Bestimmungen eine Ausnahme. Die Organisation des Vereins ist folgende: Generalversammlung, Komitee (Vorstand), bestehend auf 7 Mitgliedern und zwei Beisitzern, ein Direktor, zwei Rechnungsrevisoren, Musikkommission, bestehend aus dem Direktor und vier Mitgliedern, welche nicht zugleich Mitglied des Komitees sein dürfen, ein Vereinsweibel. Die rechtsverbindliche Unterschrift führt der Präsident des Vorstandes kollektiv mit dem I. Sekretär. Präsident ist Dr. Wilhelm Vigier, Fürsprecher, von und in Solothurn; I. Sekretär ist Anton Dietler, Kassier, von und in Solothurn. Ein spezielles Publikationsorgan sehen die Statuten nicht mehr vor. Die übrigen im Schweiz. Handelsamtsblatt Nr. 354 vom 29. Dezember 1898, Seite 1472, publizierten Tatsachen bleiben unverändert.

Restaurant. — 13. März. Die Firma A. Fritsch-Rindlisbacher in Solothurn, Betrieb des Restaurants zum Landhaus, in Solothurn (S. H. A. B. Nr. 230 vom 2. Oktober 1917, Seite 1578), ist infolge Wegzugs der Inhaberin erloschen.

13. März. In der Aktiengesellschaft unter der Firma A. Beldi A. G. Maschinenfabrik Solothurn in Solothurn (S. H. A. B. Nr. 28 vom 3. Februar 1917, Seite 195) ist die Unterschrift des bisherigen Präsidenten des Verwaltungsrates Arnold Beldi infolge Todes erloschen. Die rechtsverbindliche Unterschrift namens der Firma führt die nunmehrige Präsidentin des Verwaltungsrates Frau Witwe Adèle Beldi-Gfeller, Handelsfran, von Rain (Kt. Aargau), wohnhaft in Solothurn. Die bisherige Prokura der obgenannten Frau A. Beldi-Gfeller ist infolgedessen erloschen.

Schaffhausen — Schaffhouse — Sclafusa

Fabrikation optischer Artikel. — 1919. 14. März. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma Wehrli & Co, Fabrikation optischer Artikel, in Schaffhausen (S. H. A. B. Nr. 79 vom 4. April 1918, Seite 542), hat sich aufgelöst.

Die bisherigen Gesellschafter Johann Wehrli, von Küttigen (Aargau), in Schaffhausen, und Jakob Heinrich Meyer, von Schaffhausen, in Zürich, haben unter der bisherigen Firma Wehrli & Co. in Schaffhausen eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche am 15. März 1919 ihren Anfang nimmt. Johann Wehrli ist unbeschränkt haftender Gesellschafter, Jakob Heinrich Meyer Kommanditär mit dem Betrage von fünfzehntausend Franken (Fr. 15,000). Fabrikation optischer Artikel; Frauengasse Nr. 2. Die Kommanditgesellschaft übernimmt Aktiven und Passiven der aufgelösten Kollektivgesellschaft «Wehrli & Co».

Aargau — Argovie — Argovia

Bezirk Bremgarten

Epicerie, Mercerie, Bonneterie, Manufakturwaren. — 1919. 14. März. Inhaber der Firma Josef Abt-Keller in Sarmenstorf ist Josef Abt-Keller, von Rottenschwil, in Sarmenstorf, Epicerie, Mercerie, Bonneterie, Manufakturwaren. Luzernerstrasse Nr. 23b.

Bezirk Küssnacht

Mechan. Werkstätte. — 13. März. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma W. Eichenberger & Cie. in Reinach (S. H. A. B. 1918, Seite 455) hat sich aufgelöst; die Firma ist erloschen.

Inhaber der Firma Werner Eichenberger, Mechanische Werkstätte, in Reinach, welche die Aktiven und Passiven der aufgelösten Gesellschaft übernimmt, ist Werner Eichenberger, Mechaniker, von Beinwil a. See, in Zetzwil. Mechanische Werkstätte; Oberdorf, Reinach.

Bezirk Muri

13. März. Die Elektrizitäts-Genossenschaft Buttwil in Buttwil (S. H. A. B. 1918, Seite 495) hat ihren Vorstand wie folgt bestellt: Präsident ist Josef Huwiler, Landwirt und Gemeindevorstand, von und in Buttwil (bisher); Vizepräsident ist Xaver Wiss, Landwirt, von Wihlihof (Kt. Luzern), in Buttwil (neu); Aktuar ist Jakob Güntert, Landwirt, von Muri, in Weissenbach (neu); Kassier ist Heinrich Frei, Landwirt, von und in Buttwil (bisher Vizepräsident); Beisitzer ist Johann Köchli, Landwirt und Bäcker, von Sarmenstorf, in Buttwil (neu). Die Unterschriften des bisherigen Vizepräsidenten, Heinrich Frei, und des Aktuars, Alfred Huwiler, sind erloschen.

Bezirk Zolingen

14. März. Dörranlage & Marmelade-Fabrik Aktiengesellschaft in Brittnau (S. H. A. B. 1917, Seite 1974). Das Recht der Einzelunterschrift wird erteilt an Gottlieb Burger, Kaufmann, von und in Untereinfelden. Die bisherigen Kollektivunterschriften von Rudolf Steiner, Bernhard Künz und Gottlieb Burger sind erloschen.

Agentur, Kommission, Import und Export aller Handelswaren. — 14. März. Inhaber der Firma Albert Clausen in Aarburg ist Cornelius Albert Friedrich Clausen, vom Hamburg (Deutschland), in Aarburg, Agentur und Kommission, Export und Import aller Handelswaren. Bahnhofstrasse Nr. 89b.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Lugano

Vini. — 1919. 13. marzo. La ditta Rovetta Bernardo, in Lugano, vini (F. u. s. d. c. 4 settembre 1913, n° 225, pag. 1603), viene cancellata per cessazione di commercio.

Ufficio di Mendrisio

Vino, osteria. — 12. marzo. La ditta Battista Cattaneo, negozio di vino ed osteria, in Chiasso (F. u. s. d. c. 15 gennaio 1906, n° 18, pag. 69, et 21 ottobre 1912, n° 265, pag. 1853), è cancellata ad istanza del titolare per cessazione del commercio.

Waadt — Vaud — Val de Saane

Bureau d'Alpage

Caisse maladie. — 1919. 14. mars. Sous la raison sociale Féas il est constitué une société coopérative ayant son siège à Bex, qui a pour but de réunir les employés, ouvriers et ouvrières de la Fonte Electrique S. A. à Bex qui, par esprit de confraternité et de prévoyance, établissent entre eux, au moyen de cotisations, une garantie mutuelle en cas de maladie. Elle veut aussi prévenir autant que possible les maladies en éclairant ses membres et en encourageant les mesures prophylactiques. Lors du décès d'un sociétaire, elle accorde une indemnité à sa famille. L'activité de la société est limitée au personnel de la Fonte Electrique S. A. à Bex. Les statuts portent la date du 25 février 1919. La durée de la société est illimitée. La qualité de sociétaire s'acquiert ensuite de demande écrite faite au comité et le paiement d'une finance d'entrée de trois francs pour les membres âgés de 15 à 30 ans, et de quatre francs pour ceux de 30 à 60 ans. Les sociétaires paient de plus une cotisation mensuelle fixée chaque année par l'assemblée générale, mais qui ne sera pas inférieure à deux francs. La qualité de sociétaire se perd: a) par la mort; b) pour les ouvriers et les employés, lorsqu'ils quittent définitivement l'usine de la Fonte Electrique S. A., sous réserve de l'article 10, al. 1 et 2, de la loi fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents; c) en cas d'invalidité totale par cécité, aliénation mentale etc.; d) par un avertissement donné par écrit au comité trois mois à l'avance; e) par exclusion prononcée par le comité. Le sociétaire qui quitte la société n'a aucun droit à l'avoir social. Les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité personnelle quant aux engagements de la société. Ces engagements sont uniquement garantis par les biens de cette dernière. Les publications de la société seront affichées dans les locaux de l'entreprise de la Fonte Electrique S. A. et dans les cas prévus par le Code des obligations, elles seront insérées dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les organes de la société sont: L'assemblée générale, le comité, composé de: un président, un vice-président, un secrétaire, un caissier et un membre adjoint; la commission de vérification des comptes, composée de trois membres. La société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective du président ou du vice-président et du secrétaire ou du caissier. Le président est Raymond Gunther, d'Aclens, directeur; le vice-président est Jules Ungemacht, de la Scheulte (Berne), mécanicien; le secrétaire est Alice Zahnd, de Rüschegg (Berne), dactylographe, et le caissier est Blanche Marendaz, de Method, dactylographe; tous domiciliés à Bex. Le bureau de la société est au siège de la Fonte Electrique S. A. à Bex.

14. mars. Sous la dénomination de Syndicat d'Elevage de Gryon il est constitué à Gryon une société coopérative qui a pour but l'amélioration des conditions d'exploitation agricole et plus spécialement l'encouragement à l'élevage et à l'amélioration du bétail bovin de la race suisse tachetée rouge. Ce but n'est pas lucratif. Les statuts ont été dressés le 1^{er} novembre 1918. La durée de la société est illimitée. Sont membres du syndicat les personnes admises à cette qualité lors de sa fondation. De nouveaux membres peuvent toujours être admis par l'assemblée générale. La qualité de sociétaire se perd par démission, mort ou exclusion. La contribution annuelle est fixée par l'assemblée générale. Les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité personnelle, les engage-

ments de la société sont garantis uniquement par l'avoir social. Les convocations ont lieu par avis individuels. Les organes de la société sont: L'assemblée générale, le comité de trois membres et la commission de vérification des comptes, composée aussi de trois membres. La société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective du président et du secrétaire. Le président est Louis Chamoré, d'Ollé, agriculteur, à Gryon, et le secrétaire: Vincent Jaquerod, d'Ormont-dessus, agriculteur, aussi à Gryon. Bureau à Gryon.

Bureau de Grandson

Pièces à musique et machines parlantes. — 13. mars. La raison Elise Jaccard, à l'Anberson rière Ste-Croix, fabrique de pièces à musique et de machines parlantes (F. o. s. du c. du 4 août 1917, n° 180, page 1265), est radiée ensuite de renonciation de la titularité.

Tabacs, cigares et cigarettes. — 14. mars. Le chef de la maison Henri Simon fils, à Grandson, commerce de tabacs, cigares et cigarettes en gros (F. o. s. du c. du 21 septembre 1887, page 730, et 18 avril 1901, page 561), donne procuration à son fils Henri Simon, de Ste-Croix et à Ernest Strehli, de Gessensay, les deux domiciliés à Grandson. Cette procuration est donnée pour valoir par signature collective des deux fondés de pouvoirs prénommés.

Bureau de Lausanne

Epicerie, droguerie, produits alimentaires. — 12. mars. La maison André Campiche, épicerie et droguerie, à Lausanne, fait inscrire qu'elle ajoute à son genre de commerce la fabrication de produits alimentaires. La procuration est conférée à Maurice Campiche, de Ste-Croix, domicilié à Lausanne (F. o. s. du c. du 21 août 1916).

14. mars. Horlogerie de Bourg S. A., société anonyme ayant son siège à Lausanne (F. o. s. du c. du 29 mai 1917). Le conseil d'administration a, dans sa séance du 8 mars 1919, désigné en qualité de directeur: Frank-Louis Pochelon, de Genève, négociant à Lausanne, et lui a conféré la signature sociale individuelle.

Combustibles. — 14. mars. Le chef de la maison Julien Chappuis, à Lausanne, est Julien Chappuis, de Rivaz, ingénieur, domicilié à Lausanne. La procuration individuelle est conférée à Charles Chappuis, de Rivaz, ingénieur, et à Charles Ortlieb, d'Orbe, industriel, les deux à Lausanne. Genre d'affaires: Achat, agglomération et vente de combustibles; bureau: Malley et Place St-François 2.

Travaux en bâtiments. — 14. mars. La raison B. Ottino, entreprise de travaux en bâtiments, à Renens (F. o. s. du c. du 5 juin 1909), est radiée ensuite de cessation d'industrie.

Bureau de Nyon

Ateliers métallurgiques. — 14. mars. La raison René Meyer, à Nyon, ateliers métallurgiques (F. o. s. du c. du 27 novembre 1916, page 1795), est radiée ensuite de transfert de domicile du titulaire à Lausanne.

14. mars. La société anonyme «Société Immobilière de l'hôtel du Soleil», dont le siège est à Nyon, a été déclarée dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires en date d'aujourd'hui. La liquidation en sera opérée sous la raison Société Immobilière de l'hôtel du Soleil, en liquidation, par Théophile Mühlethaler, de Bollodingen (Berne), à Nyon, qui a seul le pouvoir d'engager la société en liquidation.

Bureau de Vevey

Boucherie-charcuterie. — 12. mars. La raison Edouard Leupin, à Vevey, boucherie-charcuterie (F. o. s. du c. du 12 février 1910, n° 36, page 236), est radiée ensuite de remise de commerce.

Boucherie-charcuterie. — 12. mars. Le chef de la raison Emile Leupin, à Vevey, est Charles-Emile fils d'Emile Leupin, de Muttenz (Bâle-Campagne), domicilié à Vevey. Boucherie-charcuterie; Avenue de Plan 52.

Modes. — 12. mars. La raison E. Valtel, à Vevey, modes, sous l'enseigne «Modes parisiennes» (F. o. s. du c. du 29 août 1908, n° 217, page 1520), est radiée ensuite de remise de commerce.

Neuchâtel — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de Môtiers (district du Val-de-Travers)

Fabrication et vente d'aiguilles pour l'industrie du tricotage mécanique. — 1919. 20. février. Dans leur assemblée générale du 19 octobre 1918, les actionnaires de Agula, S. A., ayant son siège à Couvet (F. o. s. du c. du 23 mai 1917, page 826), ont décidé le transfert de ce siège à Neuchâtel. Cette raison est donc radiée pour ce qui concerne le district du Val-de-Travers.

Genève — Genève — Ginevra

1919. 12. mars. Suivant acte en date du 11 mars 1919, signé de tous les constituants, il a été formé sous la dénomination de Société Immobilière Glacis de Rive No 21, une société anonyme qui a pour objet l'achat, la construction, l'exploitation et la vente d'immeubles situés dans le Canton de Genève. Son siège est à Genève; sa durée est illimitée. Le capital social est fixé à la somme de trente mille francs (fr. 30,000), divisé en 30 actions de fr. 1000 chacune. Les actions sont au porteur. Les publications de la société seront faites dans la Feuille d'avis officielle du Canton de Genève. La société est administrée par un conseil d'administration composé de un à cinq membres. Elle est engagée par la signature collective de la majorité des administrateurs. Le premier conseil est composé de un membre, en la personne de Emmanuel Franc, tailleur, de Genève, y domicilié. Siège social: 17, Boulevard des Philosophes.

Représentations commerciales. — 13. mars. Le chef de la maison Charles Jacot, à Genève, est Charles-Edouard Jacot, de La Sagne et du Paquier, domicilié à Genève. Représentations commerciales. 2, Rue de Hesse.

Denrées coloniales, produits chimiques, etc. — 13. mars. La société en nom collectif «Maurice Hofmann et Cie», commerce de denrées coloniales, et fabrication de produits chimiques; représentation, commission, importation et exportation, à Genève (F. o. s. du c. du 25 février 1918, page 300), est déclarée dissoute depuis le 12 mars 1919. Elle ne subsiste que pour sa liquidation qui sera opérée sous la raison sociale Maurice Hofmann et Cie en liq., par l'associé Jules De Mont, lequel agit individuellement.

13. mars. La société anonyme dite Messageries Internationales, ayant son siège à Genève (F. o. s. du c. du 18 mars 1918, page 405), a, dans son assemblée générale du 11 mars 1919, modifié ses statuts, notamment sur les points suivants: Le but de la société est complété en ce sens qu'elle s'occupera, en outre, de l'achat et de la vente de marchandises diverses. Elle est administrée par un à trois administrateurs. Elle est valablement représentée et engagée vis-à-vis des tiers par les signatures de la majorité des administrateurs. Les autres modifications apportées aux statuts ne sont pas soumises à publication. La même assemblée a nommé administrateur: Auguste dit Louis Chappuis, négociant, de nationalité française, domicilié au Petit-Saconnex; Jules De Mont, négociant, de Genève (F. o. s. du c. du 18 mars 1918, page 405), domicilié à Genève, et Henri Zwahlen fils, négociant, de Wädern (Berne), domicilié aux Eaux-Vives.

L'administrateur Frédéric Billard, démissionnaire, est radié. Le siège social est 16, Rue des Gares.

18 mars. La Société des Immeubles de la Rue Cécile, société anonyme ayant son siège à Genève (F. o. s. du c. du 1^{er} juillet 1912, page 1200), a, dans son assemblée générale du 10 mars 1919, modifié ses statuts, notamment sur les points suivants: La durée de la société est indéterminée. Les actions sont au porteur, elles sont intégralement libérées. La société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de la majorité des membres du conseil d'administration, en outre, le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à l'un de ses membres ou à une personne prise en dehors du conseil. La Feuille d'avis officielle du Canton de Genève est désignée comme organe de publicité de la société. Les autres points modifiés ne sont pas soumis à publication. Le siège de la société est 48, Quai du Mont-Blanc, chez M. Robert Bourgeois.

Correctionsregister — Registre des régimes matrimoniaux Registro dei beni matrimoniali

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Lausanne

1919. 12 mars. Les époux Albert-Antoine Giraud, de Bourg-de-Thizy (Département du Rhône, France), banquier (inscrit au Registre du commerce de Lausanne comme associé indéfiniment responsable dans la société en commandite «Giraud et Cie, Banque Centrale de Valeurs à lots», à Lausanne), et Marie-Rose Vuattoux les deux à Lausanne, ont adopté, suivant contrat de mariage du 11 février 1919, régime de la séparation de biens.

Schweiz. Amt für geistiges Eigentum

Bureau suisse de la propriété intellectuelle — Ufficio svizzero della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

N° 43570. — 6 mars 1919, 8 h.

Marius Piguet, fabrication,
Brassus (Suisse).

Instruments et appareils pour marquer le bétail, marques métalliques et autres.

CINQ-SEC

Nr. 43571. — 7. März 1919, 8 Uhr.

Albert Karrer, Fabrikation und Handel,
Hochdorf (Schweiz).

Getränke und flüssige Medikamente.



Nr. 43572. — 7. März 1919, 3 Uhr.

Hermann Fischer, Fabrikation und Handel,
Thalwil (Schweiz).

Aktenordner.

DISPONENT

Nr. 43573. — 10. März 1919, 6 Uhr.

Riementfabrik A. G. vormalig Weber & Cie. Menziken (Manufacture de courroies S. A. anciennement Weber & Cie. Menziken), Fabrikation, Menziken (Schweiz).

Leder-Triebrriemen.



Nr. 43574. — 10. März 1919, 6 Uhr.

Riementfabrik A. G. vormalig Weber & Cie. Menziken (Manufacture de courroies S. A. anciennement Weber & Cie. Menziken), Fabrikation, Menziken (Schweiz).

Leder-Triebrriemen.



Nr. 43575. — 10. März 1919, 6 Uhr.

Riementfabrik A. G. vormalig Weber & Cie. Menziken (Manufacture de courroies S. A. anciennement Weber & Cie. Menziken), Fabrikation, Menziken (Schweiz).

Leder-Triebrriemen.



Nr. 43576. — 10. März 1919, 6 Uhr.

Riementfabrik A. G. vormalig Weber & Cie. Menziken (Manufacture de courroies S. A. anciennement Weber & Cie. Menziken), Fabrikation, Menziken (Schweiz).

Leder-Triebrriemen.



N° 43577. — 10 mars 1919, 8 h.

Compagnie de la Machine à écrire „Labor“, fabrication et commerce, Carouge (Genève, Suisse).

Papiers-carbones, crayons-carbones, plumes-carbones, rubans, encres pour machines à écrire, machines à écrire, grattoirs, crayons, porte-plumes, bacs de plumes, duplicateurs, fournitures pour duplicateurs, fournitures et accessoires pour machines à écrire, papiers à patrons, encres, plumes à réservoir.



N° 43578. — 10 mars 1919, 8 h.

Hochreutiner et Robert, Société anonyme, Agence de la Chaux-de-Fonds, fabrication et commerce, La Chaux-de-Fonds (Suisse).

Diamantine pour poliracier.

Diamantine Olivier Mathy.

Nr. 43579. — 10. März 1919, 8 Uhr.

Gehr. Noelle, Fabrikation und Handel, Lüdenscheid i. W. (Deutschland).

Aluminiumwaren.

N° 43580. — 11 mars 1919, 8 h.

Leuba et Cie., fabrication, Fleurier (Suisse).

Articles d'horlogerie et leur emballage; bijouterie.



N° 43581. — 11 mars 1919, 8 h.

Leuba et Cie., fabrication,
Fleurier (Suisse).

Articles d'horlogerie et leur emballage; bijouterie.



N° 43582. — 11 mars 1919, 8 h.

Leuba et Cie., fabrication,
Fleurier (Suisse).

Articles d'horlogerie et leur emballage; bijouterie.

**Höchstpreise über den Verkauf von Kohle**

(Verfügung des schweizerischen Volkswirtschaftsdepartements vom 5. März 1919.)

Benützung

In der Verfügung des schweizerischen Volkswirtschaftsdepartements vom 5. März 1919 betreffend Höchstpreise für den Verkauf von Kohle (Schweiz. Handelsamtsblatt vom 7. März 1919, Nr. 55, soll es heissen:

- a) Im Ingress: . . . in Ausführung von Art. 3 des Bundesratsbeschlusses betr. die Brennmaterial-Versorgung des Landes vom 17. Juli 1918. . . .
b) In Art. 10 soll es heissen: Zuwiderhandlungen gegen diese Vorschriften werden gemäss Art. 9 und 10 des Bundesratsbeschlusses vom 17. Juli 1918 bestraft.

Höchstpreise für Torf

(Verfügung des schweizerischen Departements des Innern vom 1. März 1919.)

Art. 1. Für Torf werden folgende Höchstpreise festgesetzt:

- a) Handstichtorf. Leichte Ware (bis 220 kg) Fr. 13 per Ster, mittlere Ware (221 bis 350 kg) Fr. 17 per Ster, schwere Ware (über 351 kg) Fr. 21 per Ster.

Beim Verkauf per Gewicht wird der Höchstpreis für Handstichtorf auf Fr. 60 per Tonne festgesetzt.

Der Käufer ist berechtigt, für Quantitäten von 10 und mehr Tonnen, den Verkauf von Handstichtorf per Gewicht zu verlangen.

- b) Maschinentorf. Maschinentorf wird in der Regel per Gewicht verkauft. Der Höchstpreis beträgt Fr. 80 per Tonne.

Die obgenannten Preise für Handsticht- und Maschinentorf verstehen sich für normale Ware, d. h. für Torf, deren Aschegehalt, auf trockene Ware bezogen, 25 % nicht übersteigt und deren Asche- und Wassergehalt zusammen 42,1 bis 48 % beträgt.

Für geringere Ware (mehr als 48 % Asche- und Wassergehalt) werden die Preise wie folgt bestimmt:

- Bei einem Wasser- und Aschegehalt von 48,1–53 % Handstichtorf pro Tonne Fr. 53, Maschinentorf pro Tonne Fr. 71; von 53,1–58 % Handstichtorf pro Tonne Fr. 44, Maschinentorf pro Tonne Fr. 59; von 58,1–62 % Handstichtorf pro Tonne Fr. 33, Maschinentorf pro Tonne Fr. 44.

Für spezielle Torfe (wie eingelagerte Torfe, Torfprodukte mit Zusätzen von Kohle etc., Rückstände der Torfdestillation, Torfbriketts) und für Torfprodukte, welche weniger als 42,1 % Asche- und Wassergehalt aufweisen, werden die Preise durch das schweizerische Departement des Innern von Fall zu Fall bestimmt. Als Torfprodukte werden nur solche betrachtet, die wenigstens 50 % Torf enthalten. Unter Torfbriketts versteht man nach dem Kompressionsverfahren aus getrocknetem Torfpulver hergestellte Fabrikate.

Die schweizerische Inspektion für Forstwesen entscheidet darüber, ob ein Torfprodukt als Maschinentorf, Torfbrikett etc. etc. bezeichnet werden kann.

Für Torfe mit höchstens 20 % Aschegehalt, bezogen auf trockene Ware, kann die schweizerische Inspektion für Forstwesen folgende Preise bewilligen:

- Bei einem Wasser- und Aschegehalt von 42–37,1 % Handstichtorf pro Tonne Fr. 69, Maschinentorf pro Tonne Fr. 90; von 37–32,1 % Handstichtorf pro Tonne Fr. 79, Maschinentorf pro Tonne Fr. 101; von 32–28 % Handstichtorf pro Tonne Fr. 90, Maschinentorf pro Tonne Fr. 113.

Diese Preise werden nur bewilligt bei Vorweisung von Untersuchungsberichten der eidgenössischen Prüfungsanstalt für Brennstoffe in Zürich über die in Frage kommende Ware.

Sämtliche obgenannten Höchstpreise für Handsticht- und Maschinentorf verstehen sich: a) für franko Lieferung zum Hause des Verbrauchers, sofern die Distanz 3 km nicht übersteigt, oder b) für Lieferung, verladen nächstgelegene Bahn- oder Schiffstation des Produzenten, bzw. Versenders.

Art. 2. Wo es sich um weit abgelegene Torffelder handelt, ist die kantonale Torfkommision ermächtigt, unter Vorbehalt der Genehmigung des schweizerischen Departements des Innern, einen Zuschlag für den Transport vom Torfmeer bis zur Versandstation oder zum Verbrauchs-orte zu bewilligen.

Der Zuschlag für den Transport über 3 km hinaus darf Fr. 1 pro Tonne und Kilometer Mehrdistanz unter keinen Umständen übersteigen.

Art. 3. Den Kantonen steht es frei, entsprechend den örtlichen Verhältnissen für den Kantonsbedarf niedrigere Höchstverkaufspreise für den Handstichtorf vorzuschreiben.

Diese Erlasse erlangen ihre Geltung nach Genehmigung durch das schweizerische Departement des Innern.

Für den Viertel der Produkte, Maschinentorf, worüber die Kantone laut Art. 3 des Bundesratsbeschlusses vom 1. März 1918 betreffend

die Ausbeutung von Torflagern und den Handel mit Torf ermächtigt sind, zu verfügen, kann die schweizerische Inspektion für Forstwesen auf Antrag der Kantone hin niedrigere Höchstpreise festsetzen.

Art. 4. Für den Kleinverkauf, d. h. für die Lieferung unter 3 Ster (300 kg) und für den Weiterverkauf sind die zulässigen Verkaufspreise auf Grund der hier festgesetzten Normen, unter Berücksichtigung der örtlichen Verhältnisse, durch die zuständigen kantonalen Behörden festzusetzen.

Diese Verkaufspreise bedürfen der Genehmigung durch die schweizerische Inspektion für Forstwesen.

Art. 5. Alle bereits abgeschlossenen Verträge, in denen die Höchstpreise überschritten worden sind, fallen als ungültig dahin, soweit sie nicht mit den bestehenden Verfügungen betreffend Höchstpreise für Torf in Einklang gebracht werden.

Art. 6. Die zugunsten der schweizerischen Inspektion für Forstwesen und der kantonalen Torfkommisionen zu erhebende Gebühr wird wie folgt festgesetzt: a) für den Hausbrandbedarf und für den vom Produzenten selbst verwendeten Torf Fr. 0.10 per Ster, Fr. 0.30 per Tonne. Für den vom Produzenten selbst verwendeten Torf ist jedoch ein Jahreskonsum bis zu 18 Ster bzw. 5.4 Tonnen gebührenfrei; b) für die Gasindustrie Fr. 0.30 per Ster, Fr. 1. — per Tonne; c) für alle andern Zwecke Fr. 0.60 per Ster, Fr. 2. — per Tonne.

Diese Gebühr darf vom Verkäufer über die festgesetzten Höchstpreise hinaus dem Käufer angerechnet werden.

Die Gebühr wird bei Bezügen für den Hausbrandbedarf bis zu 18 Ster bzw. 5.4 Tonnen von den kantonalen Torfkommisionen mit der Erteilung der Verkaufsgenehmigung erhoben; in allen übrigen Fällen von der schweizerischen Inspektion für Forstwesen.

Die von den kantonalen Torfkommisionen erhobenen Gebühren müssen monatlich der schweizerischen Inspektion für Forstwesen abgeliefert werden.

Das schweizerische Departement des Innern verfügt über die Verteilung sämtlicher Gebühren an die schweizerische Inspektion für Forstwesen und an die kantonalen Torfkommisionen.

Art. 7. Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften dieser Verfügung oder gegen die von den kantonalen Behörden erlassenen Ausführungsvorschriften werden bestraft. Mit der Bestrafung kann die Konfiskation der Ware ausgesprochen werden.

Ist die Übertretung vorsätzlich begangen worden, so ist Geldbusse bis zu Fr. 20.000 oder Gefängnis bis auf drei Monate auszusprechen. Die beiden Strafen können verbunden werden.

Fahrlässige Übertretungen werden mit Geldbusse bis zu Fr. 5000 bestraft.

Der erste Abschnitt des Bundesgesetzes vom 4. Februar 1885 über das Bundesstrafrecht der schweizerischen Eidgenossenschaft findet Anwendung.

Art. 8. Die Verfolgung und Beurteilung der Übertretungen liegt den Kantonen ob. Das schweizerische Departement des Innern ist jedoch ermächtigt, Übertretungen gestützt auf Art. 7 hiervor in jedem einzelnen Übertretungsfall und gegenüber jeder einzelnen der beteiligten Personen und Firmen mit Busse bis auf Fr. 20.000 zu bestrafen, die Konfiskation der Ware auszusprechen und damit die betreffenden Übertretungsfälle zur erledigen oder aber die Schuldigen den kompetenten Gerichtsbehörden zur Bestrafung zu überweisen. Der Entscheid des Departements ist ein endgültiger. Das schweizerische Departement des Innern kann den Tatbestand der einzelnen Übertretungsfälle von sich aus feststellen lassen oder aber die Kantonsbehörden mit einer Untersuchung beauftragen.

Art. 9. Diese Verfügung tritt am 1. Mai 1919 in Kraft und hebt diejenige vom 22. März 1918 betreffend Höchstpreise für Torf) auf.

Aufhebung verschiedener Verfügungen des schweizerischen Departements des Innern betreffend Holzversorgung

(Verfügung des schweizerischen Departements des Innern vom 11. März 1919.)

Art. 1. Mit Wirkung vom 22. März 1919 hinweg werden die folgenden Verfügungen des schweizerischen Departements des Innern ausser Kraft gesetzt:

Verfügung vom 8. Juni 1918 betreffend die Versorgung der Gerbereien des Landes mit Gerbrinde und Holz für die Gerbstoffextraktion.

Verfügung vom 18. Januar 1919 betreffend Höchstpreise für Gerbrinde und Holz für die Gerbstoffextraktion.

Art. 2. Mit Wirkung vom 22. März 1919 werden folgende Kreisschreiben der schweizerischen Inspektion für Forstwesen ausser Kraft gesetzt:

Das Kreisschreiben Nutzholzversorgung Nr. III vom 10. Juni 1918 betreffend Beschlagnehmung von Gerbrinde und Holz für die Gerbstoffextraktion.

Das Kreisschreiben Nutzholzversorgung Nr. IIIa vom 26. August 1918 betreffend besondere Bestimmungen über das Kastanienholz des Kantons Tessin.

Das Kreisschreiben Nutzholzversorgung Nr. IIIb vom 7. Dezember 1918 betreffend Verteilung der Kastanienholzproduktion 1919 aus den Kantonen Luzern, Nidwalden, Graubünden, Tessin, Waadt und Wallis auf die Extraktfabriken.

Art. 3. Waldeigentümer und Rindenhändler, welche noch im Besitze von Gerbrinde sind, die infolge der Beschlagnehmung und der Rüftungspflicht gewonnen worden ist, haben Anspruch auf deren Abnahme durch den Verband schweizerischer Gerbereibesitzer innert dem Rahmen der Höchstpreise. Die Abnahme auf Grund dieser Verfügung muss nur noch erfolgen für Partien, welche bis spätestens am 31. März 1919 beim Verbandsekretariat in Zürich schriftlich angemeldet werden. Für später angemeldete sowie für erst noch zu rüstende Rinde besteht keine Abnahmepflicht.

Art. 4. Waldeigentümer und Holzhändler, welche noch im Besitze von Kastanienholz sind, das für Extraktionszwecke aussortiert wurde, haben Anspruch auf dessen Abnahme zum Preise von Fr. 5 bis Fr. 5.50, je nach Qualität, per 100 kg franko Bahnwagen verladen Abgangstation, durch jene Fabrik, für welche die Zuweisung auf Grund von Kreisschreiben IIIb vom 7. Dezember 1918 erfolgte.

Die Abnahme und Preisfestsetzung auf Grund dieser Verfügung kann nur verlangt werden für Holz, das der betreffenden Fabrik bis spätestens 31. März 1919 angemeldet wird und über das nicht schon früher schriftliche Kaufverträge mit den alten Preisen abgeschlossen wurden. Für später angemeldetes Holz, für über die zulässige hinausgehende Mengen, sowie für erst jetzt noch zu rüstendes Holz besteht keine Abnahmepflicht.

Art. 5. Die während der Gültigkeit der hier genannten Verfügungen und Weisungen eingetretenen Tatsachen werden auch nach dem 22. März 1919, gemäss ihren Bestimmungen, beurteilt.

Art. 6. Die schweizerische Inspektion für Forstwesen, als eidgenössische Zentralstelle für Holzversorgung, wird mit dem Vollzuge der gegenwärtigen Verfügung betraut.

1) Siehe Gesetzsammlung, Nr. X, IV, S. 22.

Ausfuhr von Trockengemüse (Julienne)

Auf Zusehen hin werden für nicht gefettete Trockengemüse (Julienne) Ausfuhrbewilligungen erteilt, sofern diese Trockengemüse nachweisbar nur inländische Produkte enthalten oder holländischer oder deutscher Herkunft sind. Diesbezügliche Gesuche sind an die Abteilung für Vermehrung der landwirtschaftlichen Produktion des eidgenössischen Ernährungsamtes in Bern zu richten.

Bern, den 15. März 1919.

Eidgenössisches Ernährungsamt.

Prix maxima de la tourbe

(Décision du Département suisse de l'intérieur du 1^{er} mars 1919.)

Article premier. Les prix maxima ci-dessous sont fixés pour la tourbe: a) Tourbe extraite à la main: tourbe légère (jusqu'à 220 kg.) par stère fr. 13, tourbe moyenne (221 à 350 kg.) par stère fr. 17, tourbe lourde (au-dessus de 351 kg.) par stère fr. 21.

Si la vente a lieu au poids, le prix maximum est de fr. 60 par tonne. Pour des quantités de 10 tonnes et plus, l'acheteur a le droit d'exiger que la vente soit faite au poids.

b) Tourbe préparée à la machine: Dans la règle, la vente de la tourbe préparée à la machine a lieu au poids. Le prix maximum est de 80 francs par tonne.

Les prix indiqués ci-dessus s'entendent pour de la tourbe extraite à la main ou préparée à la machine, accusant une teneur en cendres et en eau de 42,1 à 48 % et dont la teneur en cendres rapportée à la matière sèche, ne dépasse pas 25 %.

Les prix de la tourbe de moindre valeur (plus de 48 % de cendres et d'eau) sont déterminés comme suit:

Pour une teneur en cendres et en eau de 48,1 à 53 % à la main par tonne fr. 53, à la machine par tonne fr. 71; de 53,1 à 58 % à la main par tonne fr. 44, à la machine par tonne fr. 59; de 58,1 à 62 % à la main par tonne fr. 33, à la machine par tonne fr. 44.

Le Département suisse de l'intérieur fixera dans chaque cas particulier le prix des tourbes spéciales (tourbe mise en hangar, briquettes de tourbe, résidus de la distillation de la tourbe, agglomérés de tourbe et charbon etc.) et des produits tourbeux ayant moins de 42,1 % de cendres et d'eau. Par briquettes de tourbe, on entend un produit de tourbe pulvérisée, ayant été pressée à un certain degré de chaleur. Les produits tourbeux sont ceux qui contiennent au moins 50 % de tourbe.

L'inspection suisse des forêts décide quels produits de tourbe peuvent être considérés comme tourbe malaxée, briquette de tourbe, etc.

Pour de la tourbe contenant tout au plus 20 % de cendres, l'inspection suisse des forêts peut accorder les prix suivants: Pour une teneur en cendres et en eau de 42 à 37,1 % tourbe à la main par tonne fr. 69, tourbe à la machine par tonne fr. 90; de 37 à 32,1 % tourbe à la main par tonne fr. 79, tourbe à la machine par tonne fr. 101; de 32 à 28 % tourbe à la main par tonne fr. 90, tourbe à la machine par tonne fr. 113.

Ces prix sont admis seulement lorsque l'on soumet à l'inspection suisse des forêts, le résultat d'analyses faites par le laboratoire fédéral d'essais pour combustibles à Zurich.

Tous les prix maxima s'entendent pour la tourbe livrée: a) franco domicile du consommateur, quand la distance n'exède pas 3 km., ou b) chargée sur wagon ou sur bateau, à la station la plus rapprochée du lieu d'extraction ou d'expédition.

Art. 2. S'il s'agit de tourbières très éloignées, la commission cantonale de la tourbe est autorisée à permettre, sous réserve de l'assentiment du Département suisse de l'intérieur, une majoration sur le prix du transport de la tourbière à la station d'expédition ou au lieu de consommation.

La majoration du prix de transport ne peut être, dans aucun cas, supérieure à 1 franc par tonne et par kilomètre, à partir d'une distance dépassant 3 km.

Art. 3. Les cantons peuvent prescrire pour leurs besoins, pour la tourbe extraite à la main, des prix maxima moins élevés, si les circonstances locales le justifient. Les arrêtés qu'ils prennent à ce sujet ne sont valables toutefois qu'après avoir été ratifiés par le Département suisse de l'intérieur.

L'inspection suisse des forêts, d'entente avec les cantons, se réserve de fixer des prix maxima moins élevés pour le quart de la tourbe à la machine dont les cantons peuvent disposer, en vertu de l'article 3 de l'arrêté du Conseil fédéral du 1^{er} mars 1918, concernant l'exploitation des tourbières et le commerce de la tourbe.

Art. 4. Les prix de vente admissibles pour le commerce de détail, c'est-à-dire pour toute livraison ne dépassant pas 3 stères (900 kg.) ainsi que pour la vente, seront fixés sur la base des règles établies par la présente décision en tenant compte des circonstances locales, par les autorités cantonales compétentes et soumis à l'approbation de l'inspection suisse des forêts.

Art. 5. Les contrats portant des prix dépassant les maxima ci-dessus, sont nuls pour autant qu'ils ne sont pas modifiés, conformément aux décisions du Département suisse de l'intérieur concernant les prix maxima de la tourbe.

Art. 6. La taxe à prélever en faveur de l'inspection suisse des forêts et des commissions cantonales de la tourbe est fixée comme suit: a) pour l'usage domestique et pour la tourbe utilisée par le producteur lui-même fr. — 10 par stère et fr. — 30 par tonne. Pour le producteur qui utilise sa tourbe, cette taxe ne sera payée que pour une consommation annuelle dépassant 18 stères, soit 5,4 tonnes; b) pour l'industrie du gaz fr. — 30 par stère et fr. 1. — par tonne; c) pour d'autres usages fr. — 60 par stère et fr. 2. — par tonne.

Le vendeur peut se récupérer de cette taxe sur l'acheteur.

La taxe est perçue par les commissions cantonales de la tourbe lors de la remise du permis de vente pour l'usage domestique jusqu'à concurrence de 18 stères ou 5,4 tonnes par ménage et par an; dans tous les autres cas, elle est perçue par l'inspection suisse des forêts.

Les taxes perçues par les commissions cantonales de la tourbe seront versées chaque mois à l'inspection suisse des forêts.

Le Département suisse de l'intérieur règle la répartition du montant de toutes les taxes perçues par l'inspection suisse des forêts ou les commissions cantonales de la tourbe.

Art. 7. Les contraventions aux dispositions de la présente décision ou aux prescriptions d'exécution édictées par le Département suisse de l'intérieur ou par les autorités cantonales sont punissables. La confiscation de la marchandise peut en outre être prononcée.

Si la contravention a été commise intentionnellement, la peine est l'amende jusqu'à 20,000 francs ou l'emprisonnement jusqu'à 3 mois. Les deux peines peuvent être cumulées.

Les contraventions commises par négligence seront punies de l'amende jusqu'à 5000 francs.

La première partie du Code pénal de la Confédération suisse du février 1853 est applicable.

Art. 8. La poursuite et le jugement des contraventions sont du ressort des cantons. Le département suisse de l'intérieur est toutefois autorisé à prononcer, en vertu de l'article 7 qui précède, une amende jusqu'à 20,000 francs et, le cas échéant, la confiscation de la marchandise dans chaque cas de contravention et contre chacune des personnes impliquées et à liquider ainsi ces cas de contravention ou bien à déléguer les inculpés aux autorités judiciaires compétentes. La décision du département est définitive.

Le Département suisse de l'intérieur peut faire procéder de lui-même à la constatation des faits dans les différents cas de contravention ou confier l'instruction aux autorités cantonales.

Art. 9. La présente décision entrera en vigueur le 1^{er} mai 1919 et abroge celle du 22 mars 1918, concernant les prix maxima de la tourbe.

Consommation du papier

(Décision du Département suisse de l'économie publique du 8 mars 1919.)

Le Département suisse de l'économie publique, se fondant sur l'arrêté du Conseil fédéral du 10 décembre 1917 concernant l'approvisionnement du pays en papier et sur l'arrêté du Conseil fédéral du 7 mars 1919 portant modification du précédent,

décide:

Article premier. Sont abrogées les décisions du Département suisse de l'économie publique du 3 janvier 1918¹⁾ et du 15 juillet 1918²⁾ portant limitation de la consommation du papier pour journaux, revues et autres publications périodiques.

Art. 2. Le régime des contingents de consommation demeure applicable aux publications autorisées en exécution de l'article 10 de l'arrêté du Conseil fédéral du 10 décembre 1917.

Art. 3. La présente décision entre en vigueur le 1^{er} avril 1919.

Abrogation de diverses décisions du Département suisse de l'intérieur concernant l'approvisionnement en bois

(Décision du Département suisse de l'intérieur du 11 mars 1919.)

Article premier. Les décisions ci-dessous indiquées du Département suisse de l'intérieur sont abrogées à partir du 22 mars 1919:

Décision du 8 juin 1918 sur l'approvisionnement des tanneries du pays en écorces à tan et en extraits tanniques tirés du bois;

décision du 13 janvier 1919 sur les prix maxima de l'écorce à tan et du bois propre à l'extraction de substances tannantes.

Art. 2. Sont également abrogées, à partir du 22 mars 1919, les circulaires suivantes de l'inspection suisse des forêts:

Circulaire n° III (approvisionnement en bois d'œuvre) du 10 juin 1918 sur le séquestre de l'écorce à tan et du bois propre à l'extraction de substances tannantes;

circulaire n° IIIa (approvisionnement en bois d'œuvre) du 26 août 1918 contenant des prescriptions spéciales à l'égard du bois de châtaignier du canton du Tessin;

circulaire n° IIIb (approvisionnement en bois d'œuvre) du 7 décembre 1918 concernant la répartition de la production de 1919 en bois de châtaignier des cantons de Lucerne, Nidwalden, Grisons, Tessin, Vaud et Valais entre les fabriques d'extraits tanniques.

Art. 3. L'Union des propriétaires de tanneries suisses est tenue, à la demande des propriétaires de forêts et des marchands d'écorce, de prendre, aux prix fixés précédemment, l'écorce à tan qui a été préparée en application du séquestre et de l'ordre d'écorcer. Cette obligation n'existe que pour les lots qui auront été annoncés par écrit au secrétariat de l'Union à Zurich, au plus tard le 31 mars 1919; elle ne s'applique, par contre, pas aux lots annoncés après cette date ou à l'écorce qui n'est pas encore préparée.

Art. 4. Les fabriques d'extraits tanniques sont tenues, à la demande des propriétaires et des marchands, de prendre le bois de châtaignier destiné à la préparation de substances tannantes et déjà préparé à cet effet. Il sera payé, suivant la qualité, de fr. 5 à fr. 5.50 par 100 kg., bois rendu sur wagon à la station de départ. La répartition de ce bois a lieu conformément aux dispositions de la circulaire n° IIIb du 7 décembre 1918.

Les fabriques intéressées ne sont tenues de prendre au prix fixé ci-dessus que les bois qui leur auront été annoncés jusqu'au 31 mars 1919, les anciens prix restant en vigueur pour les bois pour lesquels il a déjà été établi des contrats d'achat écrits.

Cette obligation n'existe pas pour les bois annoncés après le 31 mars, de même que pour les quantités qui dépassent les contingents attribués aux fabriques, ainsi que pour le bois qui n'a pas encore été préparé.

Art. 5. Les faits qui se sont passés sous l'empire des décisions et circulaires énumérées ci-dessus, restent régis par elles, même après le 22 mars 1919.

Art. 6. L'inspection suisse des forêts, fonctionnant comme office central pour l'approvisionnement en bois, est chargée de l'exécution de la présente décision.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle — Parte non ufficiale

France — Suppression des certificats de nationalité à l'exportation de France en Suisse

D'après une communication télégraphique de Paris, le Journal officiel du 15 mars publie un avis aux exportateurs français leur signalant la suppression des certificats de nationalité exigés, depuis le 30 avril 1918, de leurs correspondants ou clients en Suisse.

Frankreich — Abschaffung der Nationalitätszeugnisse für die Warenausfuhr nach der Schweiz

Laut telegraphischer Mitteilung aus Paris enthält das «Journal officiel» vom 15. März eine Bekanntmachung an die französischen Exporteure, derzufolge die seit dem 30. April 1918 von ihren schweizerischen Abnehmern beizubringenden Nationalitätszeugnisse abgeschafft worden sind.

¹⁾ Voir Recueil officiel, tome XXXIV, page 40.

²⁾ Voir Recueil officiel, tome XXXIV, page 786.

Anzeigen - Regie:
PUBLIKITAS A. G.

Anzeigen - Annonces - Annunzi

Regie des annonces:
PUBLIKITAS A. G.

PROSPEKT

5% Staatsanleihen des Kantons St. Gallen von 1919 Im Betrage von Fr. 7,000,000

Der Regierungsrat des Kantons St. Gallen hat mittels Schlussnahme vom 10. März 1919 behufs Rückzahlung des am 31. Mai 1919 fällig werdenden 4% Staatsanleihe von Fr. 5,000,000 Serie XXVI vom 31. Mai 1909 und Beschaffung von weiteren Mitteln für die Staatskasse, das Finanzdepartement beauftragt, ein 5% Anleihen im Betrage von

Fr. 7,000,000

eingeteilt in 7000 Partial-Obligationen à Fr. 1000 auf den Inhaber lautend, zu folgenden Anleihebestimmungen aufzunehmen:

1. Der Zinsfuß beträgt 5% pro Jahr.
2. Die Verzinsung beginnt mit dem 1. Juni 1919 und geschieht halbjährlich je auf 31. Mai und 30. November, das erste Mal auf 30. November 1919, gegen Abgabe der betreffenden Zinscoupons bei der St. Gallischen Kantonalbank und ihren Filialen, sowie bei anderen hierfür angewiesenen schweizerischen Bankplätzen.
3. Die Rückzahlung des Anleihe erfolgt definitiv auf den 31. Mai 1924 bei der St. Gallischen Kantonalbank und bei anderen hierfür angewiesenen schweizerischen Bankplätzen.
4. Jeder Vorzeiger einer Obligation oder eines Zinscoupons wird als rechtmässiger Eigentümer derselben betrachtet und daher gegen einfache Abgabe der betreffenden Titel bei Verfall Zahlung geleistet.

Die Kotierung dieses Anleihe an den Börsen von Basel, Zürich, Bern und St. Gallen wird nachgesehen werden.

Den Inhabern von 4% Obligationen des St. Gallischen Staatsanleihe Serie XXVI vom 31. Mai 1909 wird die Konversion ihrer Titel in Obligationen des neuen 5% Anleihe

zum Preise von 97 1/2 %

angeboten.

Ebenso werden zu vorgenannten Kurse von 97 1/2 % auch Barzeichnungen entgegen genommen.

Die Anmeldungen sowohl für Konversion, wie auch für Barzeichnungen haben bei den unten angeführten Zeichnungsstellen vom 19. März bis 26. März 1919 zu erfolgen, wo die hierfür nötigen Formulare bezogen werden können.

Die Obligationen, deren Konversion gewünscht wird, sind gleichzeitig mit der Anmeldung bei der betreffenden Zeichnungsstelle gegen Empfangsschein abzugeben. Der am 31. Mai 1919 fällige Zinscoupon ist vor Abgabe der Titel abzutrennen. Derselbe wird bei Einreichung der Titel eingelöst; gleichzeitig wird auch die Kursdifferenz von 2 1/2 % gleich Fr. 25 per Titel ausbezahlt.

Die Einzahlung der Barsubskription kann sofort nach deren Zuteilung abzüglich 5% Zinsen gegen Empfangsschein bei der betreffenden Zeichnungsstelle geschehen mit Endtermin 31. Mai 1919. Im Falle der Ueberzeichnung unterliegen die Subskriptions-Anmeldungen einer Reduktion.

Die neuen Obligationen werden baldmöglichst durch die Zeichnungsstellen gegen Abgabe der diesbezüglichen Empfangsscheine, unter vorherigem Avis, den Zeichnern zur Verfügung gestellt.

St. Gallen, den 17. März 1919.

Für das Finanzdepartement des Kantons St. Gallen,

Der Regierungsrat:

HAUSER.

Konversions-Anmeldungen und Subskriptionen werden spesenfrei

vom 19. bis 26. März 1919

bei folgenden Stellen entgegengenommen:

St. Gallen: St. Gallische Kantonalbank und ihre Filialen in Rorschach, Wil, Wattwil, Mels, Rapperswil, Degerheim und Altstätten.
Schweiz. Nationalbank.
Schweiz. Bankverein und Filialen in Rorschach und Herisau.
Schweiz. Kreditanstalt.
Schweiz. Bankgesellschaft und ihre Filialen in Rorschach, Wil, Gossau, Flawil, Lichtensteig und Rapperswil.
Eidgenössische Bank.
Schweiz. Volksbank.
St. Gallische Hypothekbank.
Creditanstalt St. Gallen.
Bank in St. Gallen.
Schweiz. Raiffeisenverband in St. Gallen.
Sparkassa der Administration.
Schweiz. Genossenschaftsbank und deren Filiale in Rorschach.
Wegelin & Cie.
Alfred Harlecher.
Julius Steinmann.
Aarau: Rhätische Bank.
Basel: Schweiz. Nationalbank.
Bank für Elsass und Lothringen und deren Agentur in Genf.
Handwerkerbank.
A. Sarasin & Cie.
Dreyfus, Schone & Cie.
La Roche & Cie.

Basel: Oswald & Cie.
Zahn & Cie.
Bellinzona: Banca dello Stato del Cantone Ticino mit Filialen in Lugano und Locarno.
Bern: Schweiz. Nationalbank.
Wittenbach & Cie.
Chur: Bank für Gräubünden.
Rhätische Bank.
Chaux-de-Fonds: Schweiz. Nationalbank.
Davos-Platz: Rhätische Bank.
Glarus: Schweiz. Nationalbank.
Lausanne: Schweiz. Nationalbank.
Legnano: Banca della Svizzera Italiana und ihre Filialen in Bellinzona, Locarno, Chiasso und Mendrisio.
Luzern: Schweiz. Nationalbank.
Volksbank in Luzern.
Creditanstalt in Luzern.
Neuchâtel: Schweiz. Nationalbank.
Schaffhausen: Bank in Schaffhausen.
Göschler Oechslin.
St. Moritz: Rhätische Bank.
Winterthur: Schweiz. Nationalbank.
Zürich: Schweiz. Nationalbank.
A. Hofmann & Cie., A. G.
Blankart & Cie.
Bach & Bodmer.
Julius Bar & Cie.
Schoon, Reiff & Cie.
Togen & Cie.

Fabrikanten

und weitere La-

teressenten machen wir aufmerksam auf unser angenehm riechendes, durch Zerstäuben in Arbeitsräumen etc. bequem anzu-

wendendes Präparat:

Wolo-Spray

welches unter Aufnahme von Elektrizität aus der Luft diese reinigt und desinfiziert und sich als Vorbeugungsmittel gegen die

Grippe

verschieden bewährt hat.

Erhältlich in Flaschen von Fr. 3.75 und 12.75 in Apotheken, Drogerien, Sanitätsgeschäften, oder in Körbfässchen von 5 Liter an zu Fr. 12.75 per Liter direkt von der Fabrik Wolo A.G. in Zürich

Dr. Jur.

mit prakt. kaufm. Vorbildung sucht Stellung in Handel, Industrie, Verkehrswesen oder Verwaltung. Offerten unter Chiffre Uc 1472 Q an Publikitas A. G. Basel. 699.

Angesehene Schweizerfirma

(Grosshandel in Mineralprodukten, Chemikalien, Drogen, Rohstoffen für die Industrie etc.)

sucht

behufs bedeutender Erweiterung

stillen Teilhaber

mit grösserem Kapital, ev. gewandten Kaufmann mit guten Sprachkenntnissen, als

aktiven Teilhaber

zur Leitung eines Zweigbüros in Italien bzw. Spanien.

Möglichst ausführliche Offerten unter Chiffre O 1201 Z an Publikitas A. G. Zürich erbeten. 702.



MASSEN-ARTIKEL

IN HOLZ & HOLZ-DRECHSLEREI

Nichtigkeits-Erklärung

Der von der Schweizerischen Volksbank in Basel ausgestellte, nachstehend verzeichnete Titel ist verloren gegangen: Mantel zu Stammanteil Nr. 5402 von Fr. 1000, lautend auf Herrn Gustav Adolf Maune, Küfermeister, Basel. (1591 Q) 708.
Ferner die Einlagehefte Nr. 20,832 lautend auf Fräulein Lina Schoch, Basel, mit einer Einlage von Fr. 613.30, Nr. 11,078 lautend auf Frau Lydia Meyersack, Hülstein, mit einer Einlage v. Fr. 121.10.
Allfällige Inhaber dieses Stammanteils oder dieser Einlagehefte werden hiermit aufgefordert, dieselben innert sechs Monaten, von heute an, der Unterzeichneten vorzuweisen, widrigenfalls solche als kraftlos angesehen und an deren Stelle neue angestellt würden.

Schweizerische Volksbank, Basel.

Pour l'Industrie

A vendre superbe terrain de 200 m de long sur 100 m de large, en un seul lot, à l'extrémité de la route d'Yverdon, avec belle cheminée d'usine et toutes facilités sur assis, assise, fr. 70,000. Volonté de vendre rapidement. S'adresser au propriétaire M. Alfred Bourquin, à Nyon. 701.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX MAISONS ALLIÉES

Plantade et Quereillac | Savin, Schmidt et Co.
Bordeaux | Genève

Expéditions — Transit — Dédouanement
Entrepôts — Commission — Envoisements — Assurances

Sur demande des clients, des prix et forfaits sont établis pour toutes marchandises
quel que soient les parcours tant à l'importation qu'à l'exportation.

AVIS

Les obligations Nos 200214, 200215, 200216 1/2 % de la Banque Populaire Suisse, à Genève, de fr. 1000 chacune, au nom de Madame veuve Victoire Calandret, ont été égarées.

Le porteur actuel de ces titres est invité à les présenter dans les six mois à partir d'aujourd'hui à la Banque Populaire Suisse, à Genève. Passé ce délai, les dites obligations seront annulées.

Genève, le 27 février 1919.

BANQUE POPULAIRE SUISSE
La Direction.

(20373 X) 5151

BANQUE DE MONTREUX

Messieurs les actionnaires de la Banque de Montreux sont convoqués en assemblée générale extraordinaire et ordinaire pour le **lundi 31 mars 1919**, dans la salle du Conseil communal du Châtelard, à Montreux (Nouveau Collège), savoir:

à 9 1/2 heures pour l'assemblée extraordinaire, à 4 heures pour l'assemblée ordinaire.

Ordre du jour de l'assemblée extraordinaire:

Revision des statuts.

Ordre du jour de l'assemblée ordinaire:

1. Rapport du conseil d'administration sur l'exercice de 1918.
2. Rapport des contrôleurs.
3. Approbation des comptes et du bilan.
4. Répartition des bénéfices.
5. Renouvellement de la série sortante des membres du conseil d'administration.
6. Nomination de trois contrôleurs et de deux suppléants pour l'exercice 1919.
7. Propositions individuelles. (895 M) 7041

Aux termes des statuts, le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1918, ainsi que le rapport des contrôleurs, seront dès le 20 mars à la disposition de Messieurs les actionnaires dans les bureaux de la Banque. En raison du quorum exigé pour la revision des statuts, Messieurs les actionnaires sont instamment priés d'assister aux assemblées ou de s'y faire représenter.

Les cartes d'admission pour les actions au porteur seront délivrées sur présentation des titres, à Montreux: à notre siège central; à Lausanne: chez MM. Morel, Chavannes & Cie.

Montreux, le 18 mars 1919. Le président du conseil d'administration:
D^r A. CHATELANAT.

Société d'Etudes financières

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires est convoquée pour le **vendredi 4 avril**, à 3 h., chez Monsieur Edmond Chavannes, banquier, à Lausanne.

Ordre du jour:

- Rapport du conseil d'administration.
- Approbation des comptes et fixation du dividende.
- Nomination du conseil d'administration et des contrôleurs.
- Modification des art. 4, 14 et 15 des statuts. (11097 L) 689.

Le président du conseil d'administration:
EDMOND CHAVANNES.

Rembours d'emprunt de la commune de Payerne

Les délégations de fr. 1000.— de l'emprunt de 1908, portant les numéros ci-après, sortis au tirage au sort du **14 mars 1919**, seront remboursées le **31 décembre prochain** à la Banque Commerciale de Bâle, à Bâle, et au bureau du boursier communal, à Payerne.

Nos 84 239 255 270 283 292 313 315 577 588

Ces titres ne porteront plus intérêts dès le 31 décembre 1919. (22079 L) 706

GREFFE MUNICIPAL.

Basellandschaftliche Hypothekenbank

Dividenden-Zahlung

Die Dividende für das Jahr 1918 kann gegen Abgabe des

Coupons Nr. 69 mit Fr. 22 per Aktie

an unsern Kassen in Liestal, Basel oder Gelterkinden bezogen werden.

Der Coupon ist ein Nummernverzeichnis, für welches Formulare an den Schatzern erhältlich sind, beizulegen. (1550 Q) 684.

Liestal, den 14. März 1919.

Die Direktion.

Bank für Graubünden

Dividenden-Zahlung

Gegen Ablieferung des Coupon Nr. 56 kann die Dividende für das Jahr 1918 mit

Fr. 25 pro Aktie = 7 1/2 %

bei der Eidgenössischen Kreditsanstalt in Zürich, bei unserer Hauptkasse in Chur sowie bei unsern Agenturen bezogen werden. (518 Ch) 687.

Chur, den 24. März 1919.

Die Direktion.

Wurfschäufeln, Stechspaten, Helzerschäufeln, Tenderschäufeln, Kohlenschäufeln

— grosse Lager —

BAUMASCHINEN UND BAUWERKZEUGE

ROBERT AEBI & Co, ZÜRICH I

Werdmühleplatz 2

(396 Z) 477



(11 U) 4

Schweizerische Revisionsgesellschaft A.-G.

Bahnhofstrasse 44 Zürich Tel. Seinau 45. 96

Schützengasse 9 St. Gallen Telefon 35. 20

Kriegssteuerverfahren, Revisionen, Abschlussarbeiten, Liquidationen, Kommerzielle, Experten, Gesellschaftsgründungen, Sekretariate.

(4500 Z) 2894

Conserven-Fabrik Hallau A. G.

in Unterhallau

Einladung zur Versammlung der Genussschein-Inhaber

Die Herren Genussschein-Inhaber werden hiermit gebeten, zur Wahl des in den Statuten vorgesehenen Genussschein-Kurators sich

Samstag, den 12. April 1919, nachmittags 2 Uhr
im Zunfthaus zur Waag in Zürich 1

einfinden oder vertreten zu lassen.

Unterhallau, 12. März 1919.

654

Der Verwaltungsrat der Conserven-Fabrik Hallau A. G.

Compagnie du Chemin de fer Vevey-Chevres

Le conseil d'administration convoque l'assemblée générale des actionnaires pour le **samedi 22 mars 1919**, à 4 h. après-midi, à l'Hôtel-de-Ville de Vevey. Rapports du conseil d'administration et des contrôleurs pour l'exercice 1918. Discussion et votation sur les conclusions de ces rapports. Fixation du dividende. Election des contrôleurs pour 1920. Propositions individuelles. — Le bilan, le compte de profits et pertes et le rapport des contrôleurs sont déposés dès le 11 mars, à Vevey, au Crédit du Léman, qui délivre les cartes d'admission à l'assemblée. (54608 V) 5791

Banque de Dépôts et de Crédit, 18, rue de Besse, Genève

Le dividende pour l'exercice 1918 voté par l'assemblée générale des actionnaires du 14 mars, est payable à notre Caisse en

Fr. 25.—

sur présentation du coupon N° 12.

(20471 X) 688.

Th. Muhlethaler S. A., Nyon

Le dividende pour l'exercice 1918 est fixé comme suit: fr. 75.— pour les actions entièrement libérées (coupon n° 13), fr. 37.50 pour les actions libérées de fr. 300.— (sur présentation du certificat provisoire).

Le dividende est payable, à partir de ce jour, auprès des établissements de banque suivants:

Nyon: Société de Banque Suisse.

Genève:

Lausanne:

Montreux: Banque de Montreux.

(22088 L) 707

Transports internationaux J. VÉRON, GRAUER & Cie, Vallorbe

Service de wagons de groupages Paris - Vallorbe

Enlèvement des envois à domicile à PARIS par le service de camionnage de notre maison alliée:

WEIGEL, LEYGONIE & Cie.

(1782 X) 700

22, rue du Bouloi, PARIS

Prix à forfait sur demande pour toutes les stations suisses

J. Véron, Grauer & Cie, Transitaires, Vallorbe

Petroleum Import Cie.

ZÜRICH

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre
Mittwoch, den 19. April 1919, vormittags 10 Uhr
in ZÜRICH, Sonnenquai 12

TRAKTANDEN:

1. Entgegennahme der Rechnung und des Berichtes des letzten Geschäftsjahres.
2. Beschlussfassung über deren Genehmigung und über die Gewinnverteilung.
3. Newwahl des Verwaltungsrates und der Kontrollstelle.

Bilanz und Rechnung über Gewinn und Verlust samt dem Revisionsbericht liegen von heute ab im Bureau der Gesellschaft, Sonnenquai 10, Zürich 1, zur Einsicht der Aktionäre auf.

Zürich, den 17. März 1919.

Der Verwaltungsrat.

Société Anonyme Petrolea, Zürich

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre
Mittwoch, den 16. April 1919, vormittags 11 1/4 Uhr, in Zürich
Sonnenquai 10

TRAKTANDEN:

1. Entgegennahme der Rechnung und des Berichtes des letzten Geschäftsjahres.
2. Beschlussfassung über deren Genehmigung und über das Ergebnis des abgelaufenen Geschäftsjahres.
3. Newwahl des Verwaltungsrates.

(1213 Z) 694

Bilanz und Rechnung über Gewinn und Verlust samt dem Revisionsbericht liegen von heute ab im Bureau der Gesellschaft, Sonnenquai 10, Zürich 1, zur Einsicht der Aktionäre auf.

Zürich, den 17. März 1919.

Der Verwaltungsrat.

Standard Lack- & Farbenwerke, Altstetten - Zürich

Ordentliche Generalversammlung

Montag, den 31. März 1919, nachmittags 2 1/2 Uhr
im Bureau der Firma in Altstetten

Tagungsordnung:

1. Protokoll.
2. Abnahme des Geschäftsberichtes, der Jahresrechnung und Bilanz pro 1918 nach Entgegennahme des Berichtes der Kontrollstelle.
3. Decharge Erteilung an die Verwaltungsorgane. (1205 Z) 696
4. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresnutzens.
5. Konstatierung der Einzahlung weiterer Fr. 50,000 des Aktienkapitals.
6. Newwahlen des Verwaltungsrates und der Kontrollstelle.

Die Herren Aktionäre, welche an der Generalversammlung ihr Stimmrecht ausüben wollen, haben sich mindestens 2 Tage vor derselben im Bureau der Gesellschaft über ihren Aktienbesitz auszuweisen, wogegen ihnen die resp. Legitimationskarte für die Generalversammlung ausgestellt wird.

Jahresrechnung, Bilanz und Bericht der Kontrollstelle liegen zuhanden der Aktionäre vom 22. März 1919 an am Sitz der Gesellschaft zur Einsicht auf.

Altstetten (Zürich), den 13. März 1919.

Namens des Verwaltungsrates,
Der Präsident: K. LINDT.

Kohlenzentrale A. G. in Basel

Die Aktionäre der Kohlenzentrale A. G. in Basel werden hiermit auf Donnerstag, den 27. März 1919, nachmittags 2 1/2 Uhr, zu einer

ausserordentlichen Generalversammlung

im Stadtkasino in Basel einberufen.

Traktanden:

1. Feststellung weiterer Aktienzeichnungen und Einzahlungen.
2. Beschlussfassung über die Aenderung der Statuten.
3. Beschlussfassung über die Auflösung der Gesellschaft.

Aktionäre, die an der Generalversammlung teilnehmen wollen, haben ihre Aktien bis spätestens Mittwoch, den 19. März 1919, unter Angabe der Aktionsnummern bei der Kohlenzentrale A. G., Finanz-Abteilung, in Basel, schriftlich anzumelden, wogegen ihnen Zutrittskarten zugestellt werden.

Die Generalversammlung wird nur beschlussfähig sein, wenn mindestens zwei Drittel der Aktien vertreten sind. Aktionäre, die an der Generalversammlung nicht selbst teilnehmen können, werden daher gebeten, ihre Aktien gleichwohl anzumelden und einen andern Aktionär mit ihrer Vertretung zu betrauen, damit die Einberufung einer zweiten Generalversammlung vermieden werden kann.

(1395 Q) 605

Basel, den 7. März 1919.

Namens des Verwaltungsrates,

Der Präsident: Dr. PAUL SCHERRER.

A. G. Ziegel- & Backsteinfabriken

Nebikon — Gettnau — Horw — Muri

Die Herren Aktionäre werden hiermit zur

Generalversammlung

auf Samstag, den 29. März 1919, nachmittags 1 1/4 Uhr, im Gasthof Rigi Schönen in Wilen, eingeladen.

Verhandlungsgegenstände:

1. Verlesen des Protokolls der letzten Generalversammlung.
2. Geschäftsbericht pro 1918.
3. Vorlage der Jahresrechnung, Bericht der Revisoren und Decharge-Erteilung an die Verwaltungsorgane.
4. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
5. Wahl von 3 Mitgliedern des Verwaltungsrates infolge Ablaufs der Amtszeiten.
6. Wahl von 2 Rechnungsrevisoren und 2 Suppleanten.
7. Statutenrevision.

(1207 Lz) 691

Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung sowie der Revisorenbericht liegen vom 18. März 1919 an auf dem Bureau in Horw und bei Herrn Rechnungsrevisor Schnyder, Direktor der Creditanstalt Luzern, zur Einsicht der Aktionäre auf. (Art. 541, Abs. 1, D. R.)

Infolge Liquidation des Geschäftes Nebikon befindet sich das Bureau ab 17. März in Horw.

Der Verwaltungsrat.

Freiburger Ziegelei in Düringen A. G.

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Freitag, den 4. April 1919, nachmittags 5 Uhr
im Sitzungslokal der Ziegelei in Düringen

TRAKTANDEN:

1. Protokoll.
2. Entgegennahme der Jahresrechnung pro 1918, Bericht der Kontrolle, Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
3. Leihenkauf und Verkauf. (1247 R) 627
4. Jahresrechnung und Bilanz liegen vom heutigen Tage an im Bureau der Gesellschaft auf.

Düringen, den 15. März 1919.

Der Verwaltungsrat.